Note économique mensuelle

Statistiques de mai 2023
Édition : juin 2023

laval économique

Marché du travail à Laval

Par rapport au mois précédent :

- Le nombre de lavallois en emploi reste stable, avec 234 200 Lavallois en emploi (+ 0,13 %).
- Le travail à temps plein (-0,6 %) baisse, cependant le travail à temps partiel augmente (+2,9 %).
- Le taux de chômage augmente de 5,1 % en avril 2023 à 5,2 % en mai 2023 (+ 0,1 point de pourcentage) mais reste faible (4,1 % au Québec).
- Le marché de travail reste stable malgré le ralentissement de l'activité économique.

Données sur le marché du travail : l'Enquête sur la population active (5 mai 2023)

	Laval					Ensemble du Québec				
	Janv. 23	Fév. 23	Mars. 23	Avril. 23	Mai.23	Janv. 23	Fév. 23	Mars. 23	Avril. 23	Mai. 23
Population active (k)	244,5	244,9	243,6	246,5	247,1	4 662,7	4 680,1	4 693,7	4 694,1	4694,9
Variation (%)	*0,7%*	*0,2%*	*-0,5%*	*1,2%*	0,24%	*0,5%*	*0,4%*	*0,3%*	*0,0%*	0,02%
Emploi (k)	233,4	233,1	231,5	233,9	234,2	4 478,4	4 490,6	4 500,7	4 498,5	4502
Variation (%)	*0,3%*	*-0,1%*	*-0,7%*	*1,0%*	0,13%	*0,6%*	*0,3%*	*0,2%*	*0,0%*	0,08%
Emploi – temps plein (k)	187,9	187,1	183,8	185,0	183,9	3 667,7	3 674,8	3 680,4	3 676,7	3 686,10
Variation (%)	*0,5%*	*-0,4%*	*-1,8%*	*0,7%*	-0,6%	*0,6%*	*0,2%*	*0,2%*	*-0,1%*	0,26%
Emploi – temps partiel (k)	45,5	46,0	47,6	48,9	50,3	810,7	815,8	820,3	821,9	815,9
Variation (%)	*-0,4%*	*1,1%*	*3,5%*	*2,7%*	2,9%	*0,4%*	*0,6%*	*0,6%*	*0,2%*	-0,7%
Chômage (k)	11,1	11,8	12,1	12,6	12,9	184,3	189,4	193,0	195,6	192,8
Variation (%)	*12,1%*	*6,3%*	*2,5%*	*4,1%*	2,4%	*-0,4%*	*2,8%*	*1,9%*	*1,3%*	-1,4%
Taux d'activité (%)	65,8	65,8	65,4	66,1	66,2	64,8	65,0	65,1	65,0	64,9
Taux d'emploi (%)	62,8	62,6	62,1	62,7	62,8	62,2	62,3	62,4	62,3	62,3
Taux de chômage (%)	4,5	4,8	5,0	5,1	5,2	4,0	4,0	4,1	4,2	4,1

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, adaptée par l'Institut de la statistique du Québec.
Note : Les données présentées ci-dessus sont des moyennes mobiles de 3 mois.

Permis de construction

En mai 2023, le ralentissement des permis de construction se poursuit, avec une diminution du nombre de permis (59,8%) et de la valeur totale (62,7%) par rapport à mai 2022. Cette baisse est généralisée à travers les catégories. Cette baisse peut s'expliquer notamment par les taux d'intérêt élevés.

	Mai 2023	Mai 2022	Mai 2021
Habitation			
Nombre de permis	334	873	765
Valeur déclarée	125 783 028	359 245 378	164 562 862
Habitation - Mixte			
Nombre de permis	6	5	7
Valeur déclarée	5 487 875	38 946 333	1 443 780
Commerce			
Nombre de permis	71	153	100
Valeur déclarée	48 144 481	75 215 370	57 635 084
Industrie			
Nombre de permis	15	32	21
Valeur déclarée	60 383 726	174 324 162	57 349 636
Institution			
Nombre de permis	28	56	47
Valeur déclarée	31 580 812	69 730 528	200 622 251
Sous-total (non-résidentiel)			
Nombre de permis	114	241	168
Valeur déclarée	140 109 019	319 270 060	315 606 971
Total			
Nombre de permis	454	1119	940
Valeur déclarée	271 379 922	717 461 771	481 613 613

Revue de presse – Mai et début juin

1. Le projet de loi pour contrer l'hébergement touristique illégal est adopté

La ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de Lanaudière, Mme Caroline Proulx, se réjouit de l'adoption rapide du projet de loi n° 25, qui vise à lutter contre l'hébergement touristique illégal. En s'assurant de l'imputabilité des exploitants de plateformes numériques d'hébergement transactionnelles quant au contenu qu'ils diffusent, le Québec maintient sa position de leader en matière d'encadrement de l'hébergement collaboratif.

Source : RIMQ.QC, 13 juin

2. Première estimation de l'empreinte carbone de la société québécoise et de l'empreinte carbone des exportations

L'Institut de la statistique du Québec publie une première estimation de l'empreinte carbone de la société québécoise; celle-ci s'élève à au moins 95 millions de tonnes d'équivalent CO2 (Mt éq. CO2) pour l'année 2018, ce qui équivaut à 11,3 tonnes par habitant. L'empreinte carbone associée aux dépenses courantes des ménages occupe la plus grande part de l'empreinte carbone de la société québécoise (72 %, soit 68 Mt éq. CO2 ou 8,1 tonnes par habitant). La portion relative aux dépenses en construction (13 %) et celle relative aux dépenses des gouvernements et des institutions sans but lucratif suivent (8 %).

Source : RIMQ.QC, 13 juin

3. Nouveau guide de l'UMQ à l'intention des municipalités

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) a lancé, en mai dernier, le guide S'adapter au climat par le verdissement. Celui-ci vise à inspirer les élues et les élus municipaux de toutes les régions du Québec en matière d'intégration d'infrastructures végétalisées sur leur territoire et, ainsi, contribuer à la mise en œuvre de mesures de lutte et d'adaptation aux changements climatiques.

Source : RIMQ.QC, 13 juin

4. Les entreprises canadiennes investissent moins en technologie

Les investissements des entreprises canadiennes dans le secteur technologique (TI) sont à leur plus bas niveau depuis six ans, en raison notamment de l'inflation et de la pénurie de main-d'œuvre. Ce recul des investissements provoque un retard dans les activités de transformation numérique et ralentissent la relance postpandémique espérée, a révélé lundi le sondage de Groupe NOVIPRO/Léger. Ainsi, selon l'étude, le Québec est la province la plus en retard dans l'implantation de l'intelligence artificielle et de l'analyse de données avancées, puisque 45 % des entreprises ont amorcé la transition, comparativement à 63 % des entreprises ontariennes, premières de tête au pays.

Source : TVA Nouvelles, 12 juin

5. La Banque du Canada relève son taux directeur à 4,75%

La Banque du Canada a annoncé, le 7 juin, qu'elle augmenterait le taux cible du financement à un jour à 4,75%, ce qui représente une hausse de 0,25%. Le taux officiel d'escompte s'établit plutôt à 5% et celui de rémunération des dépôts à 4,75%. La Banque poursuit ainsi sa politique de resserrement quantitatif.

Source : Courrier Laval, 7 juin

6. Laval, 2e région la plus chère pour s'acheter une maison

Une étude menée par HelloSafe a révélé qu'il fallait avoir un revenu annuel brut 140 987$ pour s'acheter une maison à Laval. La moyenne provinciale se situe plutôt à 91 448$ pour s'acheter une maison de 100 mètres carrés au Québec. Sans surprise, les régions les plus dispendieuses font toutes partie de la grande région métropolitaine. Montréal mène le palmarès avec un revenu annuel brut nécessaire de 251 100$, suivi de Laval (149 987$), des Laurentides (118 532$) et de la Montérégie (116 970$).

Source : Courrier Laval, 3 juin

7. Site de l'ancien ciné-parc: plus de 80 % des milieux humides protégés

Le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) a délivré le 12 mai dernier un certificat d'autorisation (CA-22) permettant le remblayage de 9857 mètres carrés de milieux humides sur le site de l'ancien Ciné-Parc Laval.

Source : Courrier Laval, 31 mai

8. Plan de mise en œuvre 2023-2028 du Plan pour une économie verte 2030

Le gouvernement du Québec intensifie ses efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et prévoit investir 3,8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour accélérer l'électrification des transports, en particulier celle des véhicules légers, et pour réduire la place de l' « auto solo » au profit d'autres modes de déplacement plus durables. Il augmente par ailleurs de 33 % les sommes consacrées à l'adaptation aux changements climatiques en injectant 213 millions de dollars supplémentaires dans le plan de mise en œuvre 2023-2028 (PMO 2023-2028) du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030)

Source : RIM.QC, 23 mai

9. Partager son personnel pour contrer la pénurie de main-d'œuvre en tourisme

Il y a 37 000 postes vacants dans l'industrie touristique au Québec, selon le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme. Et si plusieurs employeurs se partageaient leur personnel afin d'atténuer le manque de main-d'œuvre dans l'industrie touristique? C'est ce que souhaite instaurer le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT) en créant une plateforme numérique de partage de main-d'œuvre.

Source : ICI.RADIO-Canada. 15 mai